

F o c u s s u r

Les nouvelles scientifiques

- « NewMANHUR » recherche lauréate de l'ANR en 2025
- Carnet
- Les enseignants-chercheurs en Droit arrivés en 2025
- Les enseignants-chercheurs partis en 2025
- Les jeunes chercheurs

Publications

Les dernières publications

Agenda des manifestations scientifiques

« NewMANHUR » recherche lauréate de l'ANR en 2025

Trois questions à Isabelle Boucobza, au sujet de sa recherche lauréate de l'ANR en juillet 2025

1 Comment est né le projet de recherche "NewMANHUR" ?

Le projet NewMANHUR trouve son origine dans la création, à partir de 2018, d'un module consacré à la découverte des archives de la Ligue des Droits de l'Homme, proposé aux étudiants du Master 2 Droits de l'Homme. Ces archives sont conservées sur notre campus, à la bibliothèque La contemporaine, avec laquelle le Master a établi une collaboration pérenne. Ce module permet aux étudiants de comprendre que le droit des libertés ne se limite pas aux seules sources formelles du droit, mais qu'il entretient également des liens étroits avec l'action des militants qui peut être retracée à partir de leurs archives.

2 Pouvez-vous nous résumer le projet ?

La Convention européenne des droits de l'Homme (CESDH) n'a été ratifiée par la France qu'en 1974, soit 20 ans après son entrée en vigueur. Le projet NewMANHUR se construit sur l'hypothèse de l'existence en France, entre 1975 et 2000, d'un processus d'acculturation en matière de droits humains dont les acteurs essentiels seraient les militants associatifs et syndicats des professionnels de justice (avocats et magistrats). Le rôle de ces acteurs est encore très mal connu et pourtant il pourrait être déterminant dans l'avènement d'une nouvelle fabrique des droits humains en France. On croit trop souvent que le droit des droits humains en France a été associé au développement du droit européen. Or, le droit européen des droits humains a longtemps suscité la défiance de beaucoup de juristes français qui refusent quasiment de l'enseigner dans les années 80 avec la persistance de manuels hermétiques aux dénominations retenues par la CESDH. Comment cette défiance a-t-elle coexisté avec le développement d'une nouvelle culture juridique des droits humains en France à partir de 1975 ?

Il existe encore peu de travaux étudiant le rôle des activistes (militants associatifs et syndicats de professionnels de justice) dans l'application de la CESDH et dans le développement en France d'une nouvelle culture des droits humains dans plusieurs domaines. Notre projet de recherche entend combler cette lacune et se concentrer sur les discours et les actions juridiques de trois grands groupes revendiquant d'agir pour la protection des droits humains : une association – la Ligue des droits de l'Homme - et deux syndicats de professionnels de la justice, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France. L'originalité de notre projet est de saisir leur contribution à ce processus d'acculturation en explorant principalement leurs archives, qui, jusqu'à présent, n'ont pas fait l'objet d'une étude approfondie de la part des juristes.

3 Quels ont été les appuis apportés par les services de l'Université et à quels moments ?

Le soutien apporté par les services de l'Université (DRED, FIND) s'est avéré déterminant au cours de la deuxième phase du projet, notamment pour la définition du budget et la maîtrise de la plateforme dans le domaine des aspects financiers. Outre les services de l'Université, je tiens à mettre en avant l'accueil et l'aide bienveillante des équipes de la bibliothèque La contemporaine durant la préparation de ce projet. Je souhaite également exprimer ma profonde reconnaissance à l'ensemble de l'équipe de chercheuses et chercheurs qui a accepté de s'engager dans cette aventure ANR à mes côtés. Enfin, je tiens à adresser mes plus sincères remerciements à Henri Sergent et Olivier Leclerc, dont le soutien constant a grandement contribué à la réussite de ce projet.

Isabelle BOUCOBZA,
Professeure de droit public, directrice du CREDOF et directrice adjointe du CTAD- UMR 7074
Coordinatrice Erasmus UFR DSP, Codirectrice du double-diplôme BOLOGNE NANTERRE

Carnet

Depuis le 1^{er} septembre, **Ana Gendron** assure avec Sophie Trabon la responsabilité administrative et financière du CEDCACE et du CEJEC

A partir du 1^{er} octobre, **Naïma Salim** sera la nouvelle responsable administrative du CTAD

Depuis le 1^{er} Septembre **Elodie Ozenne** est chargée de la médiation et de la communication scientifique pour le CTAD et l'ISP.

Les enseignants-chercheurs en Droit nouvellement arrivé.e.s

Sophia Ayada, chargée de recherche au CNRS, rattachée au CTAD

Après avoir soutenu ma thèse portant sur la lutte contre les stéréotypes de genre dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne en septembre 2022 à l'Institut Universitaire Européen (Florence), j'ai participé en tant que chercheuse post-doctorante à plusieurs projets internationaux et européens en droit de la non-discrimination (Gender Equalities at Work, University College London; UNDETERRED, Université de Bordeaux) et sur les mobilisations du droit (ERC JUST_PEN, Université de Rennes). J'ai été recrutée en 2025 par le CNRS en tant que chargée de recherche, et ai été affectée au Centre de Théorie et d'Analyse du Droit de l'Université Paris-Nanterre. Mes travaux de recherche s'articulent autour des enjeux des discriminations de genre, et des mobilisations (en particulier conservatrices) du droit. Pour étudier ces questions, j'adopte une perspective critique et interdisciplinaire, à travers l'emploi de méthodes empiriques.

A partir d'octobre prochain, je m'attellerai à la réalisation d'un projet de recherche intitulé "Un pour tous, tous pour un ? Revendications masculines et mise en œuvre du droit de l'égalité et de la non-discrimination sur le fondement du sexe". J'y examinerai des contentieux d'hommes mobilisant le droit de l'égalité et de la non-discrimination sur le fondement du sexe, afin de comprendre la manière dont les juridictions françaises, britanniques et la CJUE intègrent les revendications masculines d'égalité et de non-discrimination depuis le début des années 1970. A travers une méthodologie juridique principalement analytique, nécessitant en complément le recueil d'archives relatives aux affaires étudiées, ce projet analysera trois types de contentieux qui illustrent différentes manières de penser juridiquement l'égalité femmes/hommes : l'égalité de rémunération, les conditions de travail, et la parité dans les instances décisionnaires. J'y explorerai les formes et types de revendications masculines, les savoirs et techniques développés par les juridictions pour intégrer les revendications masculines, et enfin la comparaison historique et juridictionnelle de la prise en compte de la masculinité par les juridictions étudiées.

Anne-Sophie Chambost, professeur en histoire du Droit à Sciences Po Lyon, rattachée au CTAD



Professeure des Universités, historienne du droit en poste à Sciences Po Lyon, mes recherches se déploient essentiellement entre une perspective politique sur le droit (rapports du droit avec le politique - essentiellement dans une perspective critique portée par les auteurs anarchistes) et une approche matérielle de la production, diffusion, réception des savoirs juridiques. Entre autres activités de soutien à la diffusion des recherches en (histoire du) droit, j'ai créé et je dirige la collection Contextes. Culture du droit (La mémoire du droit). Dernières publications de la collection : La doctrine publiciste et le tournant des années 1970 (W. Mastor, J.-G. Sorbara (dir.) 2024), Ce droit qui n'était pas (encore) administratif (C. Glineur (dir.), 2024), Le droit administratif d'André Demichel (L. Vanier (dir.), 2023).

Au titre des humanités numériques, outre de nombreuses collaborations avec la bibliothèque Cujas (ex. Hoppe droit : <https://bcujas-hoppe.univ-paris1.fr/>), je coordonne le site procès : production critique en sciences politique et juridique (<https://data-cercriid.inist.fr/s/proces/page/accueil>) qui propose un accès aux productions du courant Critique du droit.

Mathilde Cohen, chargée de recherche au CNRS rattachée au CTAD



Chargée de recherche au CNRS/Centre de Théorie de d'Analyse du Droit, mes travaux se situent au croisement de plusieurs disciplines : la théorie du droit, la sociologie, le droit comparé, l'histoire du droit, les études de genre, les études critiques des discriminations et les études sur l'alimentation. Cette approche transversale s'appuie le plus souvent sur une méthodologie qualitative et empirique.

Mon intérêt pour les modes de décision des cours souveraines m'a conduite à effectuer des immersions courtes dans différentes juridictions et à mener des entretiens avec des magistrat-es. De même, ma **recherche actuelle sur l'alimentation** en détention repose en partie sur des journées d'observation de la préparation des repas en milieu carcéral, ainsi que sur des échanges avec le personnel pénitentiaire et les personnes détenues.

Mon ouvrage *La fabrique du lait humain. Droit et histoire des lactariums en France* (à paraître chez ENS Éditions en juin 2026) illustre cette démarche : j'y retrace la création et l'encadrement juridique des lactariums, ces premières structures chargées de collecter et distribuer une substance corporelle, bien avant l'apparition des banques de sang, d'organes ou de gamètes. Fondé sur plusieurs années de travail de terrain et l'exploitation d'archives, ce livre met en lumière un objet encore largement négligé dans le champ juridique, mais essentiel pour penser ensemble justice reproductive, rapports de genre et discriminations.

Marria Domina, maitre de conférences en droit privé, rattachée au CEDCACE



Titulaire d'un *LLM International Business Law* (Université de Manchester) et d'un *Master (MSc) International Finance* (Université de Westminster, Londres), j'ai choisi l'université de Strasbourg pour préparer une thèse en droit des affaires sous la direction du Professeur Michel Storck. Pendant ma thèse, j'ai eu l'opportunité d'effectuer plusieurs séjours de recherche à l'étranger, notamment à l'université d'Oxford et à l'Institut suisse de droit comparé. J'ai soutenu ma thèse, qui porte sur la gestion collective en droits français, anglais et luxembourgeois, en 2019 ; elle a été publiée aux éditions Larcier Luxembourg en 2021.

Après cinq années passées à l'université de Lorraine en tant que maître de conférences, j'ai rejoint l'université Paris Nanterre en septembre 2025, où j'enseignerai différentes matières dans le domaine du *Business Law* et du droit financier.

Mes principaux domaines de recherche sont le droit européen et comparé des affaires, notamment le droit financier et le droit des marchés de capitaux, ainsi que le droit de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Mon dernier ouvrage, publié en anglais (<https://ethicpress.com/products/corporate-social-responsibility-in-times-of-geopolitical-uncertainty>), traite des défis juridiques dans le domaine de la RSE en période d'incertitude géopolitique. Mes travaux en droit de la RSE sont basés sur la méthode interdisciplinaire. Cette méthode permet de résoudre les problèmes mondiaux auxquels notre société est confrontée, tels que la protection des droits de l'homme et de l'environnement dans les chaînes d'activités des entreprises. En effet, une seule discipline ne peut apporter de solutions à ces problèmes ; ce qu'il faut, c'est une approche collaborative fondée sur l'interaction entre différentes disciplines. Dans ce contexte, je travaille actuellement sur la synergie entre le droit et la *business ethics* afin de proposer une meilleure compréhension du devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

Céline Langaney, maitre de conférences en droit privé au sein de l'UFR SSA et rattachée à l'IRERP



Formée au droit du travail par le master Droit social et Relations professionnelles de l'université Paris Nanterre, j'ai ensuite débuté une thèse au sein de l'Institut de recherche sur l'entreprise et les relations professionnelles (IRERP), sous la direction des professeur(e)s Cyril Wolmark et Elsa Peskine.

Soutenue à la fin de l'année 2024, cette thèse a porté sur ce que mes directeur.ices de recherche et moi avons choisi d'appeler les « contrats de fourniture de main-d'œuvre », c'est-à-dire ces contrats conclus entre l'employeur – quoi que la thèse prenne le parti d'affiner la notion – et un tiers au contrat de travail, et qui conduisent à faire de ce dernier le bénéficiaire du travail réalisé par le salarié. Ma thèse brasse ainsi des conventions somme toute courantes, que sont celles qu'une

entreprise cliente passe, par exemple, avec une agence d'intérim, une entreprise de portage salarial ou n'importe quel prestataire de services employant des salariés.

Au croisement du droit des obligations et du droit du travail, ma thèse s'attache ainsi à disséquer et à qualifier ces conventions, à faire le jour sur la nature de l'opération qu'elles forment avec le contrat de travail, et à l'incidence de cette nature sur la situation des différentes parties prenantes (salarié, employeur et bénéficiaire).

Lauréat du prix de thèse de l'Association française de droit du travail, ce travail fera bientôt l'objet d'une publication chez Dalloz, dans la collection Nouvelle Bibliothèque des thèses. Surtout, il m'a offert d'être recrutée par l'Université Paris Nanterre. Je rejoins ainsi, en cette rentrée 2025, l'UFR SSA, dans lequel j'enseignerai aux étudiants de la licence AES l'introduction au droit, le droit des contrats et le droit du temps de travail.

Romain Place, maitre de conférences en droit public rattaché au CTAD-Credof



Docteur en droit public de l'Université de Strasbourg, je suis très heureux de rejoindre l'Université Paris-Nanterre en tant que maître de conférences en droit public rattaché au CTAD (équipe CREDOF).

À la suite d'un contrat doctoral suivi de deux années d'ATER à Strasbourg, et d'un séjour de recherche au King's College London, j'ai soutenu ma thèse en novembre 2023. Celle-ci s'intitule "La valeur d'égalité en droit public français et britannique". J'ai ensuite travaillé en tant que juriste assistant à la Cour administrative d'appel de Nancy, puis à la Cour européenne des droits de l'homme où j'ai contribué à l'élaboration des guides portant sur la jurisprudence et réalisé des recherches pour la direction du

Jurisconsulte.

À l'aide d'une confrontation comparative avec le Royaume-Uni, ma thèse soumet la signification et la fonction de l'égalité en droit public à un examen critique. Elle démontre que l'égalité n'est qu'un réceptacle capable d'accueillir de nombreuses philosophies différentes. Lire l'égalité comme une valeur permet une exploration transversale de ses significations et de ses fonctions éclairant l'observation des droits publics français et britannique.

Si mes recherches portent avant tout sur la philosophie de l'égalité et ses manifestations concrètes en droit public, elles s'orientent aussi vers la révélation des valeurs sous-jacentes aux discours des acteurs et aux normes juridiques - en particulier celles permettant de justifier la protection des droits et libertés de l'être humain. Mon attention se porte également sur l'étude du droit public britannique et sur l'exploration de nouveaux objets d'étude comparative franco-britannique.

Catherine Vincent, maitre de conférences en droit privé rattachée au CEDCACE



Après avoir soutenu une thèse en droit de la concurrence à l'université de Paris 2, j'ai été nommée maître de conférences à la faculté de Droit, d'Économie et de Gestion de l'Université d'Orléans.

J'y ai exercé différentes fonctions telles que celles de vice-doyenne, de directrice d'un master 2 Affaires européennes et internationales, de directrice du master droit privé ou encore de vice-présidente du Comité d'experts disciplinaires. J'ai pu aussi enseigner des matières variées : le droit des entreprises en difficulté, le droit des affaires, le droit de la concurrence, le droit des libertés fondamentales de l'Union européenne ou encore le droit des biens.

Aujourd'hui, mes recherches se concentrent sur le droit des entreprises en difficulté. Elles abordent, dans ce cadre, des sujets relatifs à la restructuration de l'entreprise en difficulté, à l'entrepreneur individuel ou encore aux voies de recours qui peuvent être intentées contre certains jugements rendus au cours des procédures collectives. Mon activité scientifique aborde aussi, mais dans une moindre mesure, le droit des sociétés, le droit de la concurrence, interne et de l'Union européenne, ou celui des libertés économiques de l'Union européenne.

Je suis particulièrement et sincèrement heureuse d'avoir eu l'opportunité de rejoindre l'UFR Droit et Science Politique de l'Université Paris-Nanterre et d'intégrer le CEDCACE.

Théo Visciano, maitre de conférences en droit privé rattaché au CEDCACE



Après avoir réalisé mes études à l'Université Paris Cité (anc. Paris V Descartes), j'ai obtenu mon doctorat en droit privé en décembre 2023 dans ce même établissement. J'ai ensuite réalisé une année à l'Université de Valenciennes en tant qu'enseignant-chercheur contractuel. Je suis ravi de rejoindre l'Université Paris Nanterre et le CEDCACE en tant que Maître de conférences à compter de cette rentrée.

Mes recherches se situent au croisement entre le droit civil et le droit des affaires. J'ai soutenu une thèse intitulée « L'obligation adjointe » qui porte essentiellement sur le régime général des obligations et le droit des sûretés. L'idée est de reconnaître une nouvelle espèce d'obligation pour expliquer des engagements qui s'insèrent difficilement dans la théorie des obligations actuelle, à l'image de celui du garant. Depuis, j'ai continué à m'intéresser aux mécanismes de garanties, notamment en essayant de mettre au jour des garanties encore relativement méconnues en droit français. J'aurais grand plaisir à poursuivre et élargir ces thèmes de recherche au sein de l'Université Paris Nanterre.

Les autres enseignants-chercheurs arrivés en 2025 :

Après sa réussite au concours d'agrégation de droit public, **Sophie Grobon**, est nommée professeur des universités en droit public et est rattachée au CEDIN

Nicolas di Camillo, maitre de conférences en droit privé est rattaché à l'IRERP

Les enseignants-chercheurs en Droit qui sont partis à la rentrée 2025

Clément Barrillon, professeur des universités en droit privé et sciences criminelles depuis 2025 a rejoint l'Université de Lorraine

Après sa réussite au concours d'agrégation de droit public, **Marie Cirotteau** rejoint l'Université Marie et Louis Pasteur de Franche Comté en qualité de professeur des universités en Droit public

Olivier Deshayes, professeur des universités en Droit privé a rejoint l'Université de Paris Panthéon-Assas après 7 ans passés à l'Université Paris Nanterre

Lionel Zevounou, a été élu directeur d'études à l'EHESS - École des hautes études en sciences sociales pour son projet "Le droit en contexte postcolonial : normes, acteurs, pratiques"

Les jeunes chercheurs

Les récentes soutenances de thèses

Le 4 juillet 2025, **Eleonora CERVELLERA** a soutenu sa thèse sur le thème « **Le temps de la justice pénale : étude sur les liens entre prescription et délai raisonnable en droit français et en droit italien** » sous la direction de Raphaële PARIZOT (CDPC)

Le 19 septembre 2025, **Rachel LUCAS** a soutenu sa thèse sur le thème « **Le principe de bonne administration de la justice en droit international** » sous la direction de Muriel UBEDA-SAILLARD (CEDIN)

Le 19 septembre 2025, **Kim-Thao LE** a soutenu sa thèse sur le thème « **Medieval jurors and the evaluation of evidence : balancing suspicion and trust in twelfth - and thirteenth - century criminal justice** » sous la direction de Christophe ARCHAN (CHAD)/John HUDSON (Université de Saint- Andrews en Ecosse)

Le 19 septembre 2025, **Nicolas TARDITS** a soutenu sa thèse sur le thème « **La fabrique du consentement parlementaire. Le corps législatif du Second Empire** » sous la direction de Éric PHELIPPEAU/Christophe LE DIGOL (ISP)

Ouvrages, Direction d'ouvrages

Carvais Robert (avec Michela Barbot, Emmanuel Chateau Dutier et Valérie Negre), *Les acteurs et les mécanismes de l'expertise du XVI^e au XIX^e siècles*. Presses des Mines, pp.427, 2025, Histoire, sciences, techniques et sociétés

Eudes Marina (Dir.), *La Déclaration universelle des droits de l'homme, un « contrat social » pour le monde d'aujourd'hui*, Collection de la Fondation René Cassin, Pedone, Paris, 2025, 343 p.

Gkegka Maria, *Les étrangers ressortissants de pays tiers. Recherche sur la construction des catégories juridiques*. Préf. Éric Millard, Paris, Dalloz, coll. « Nouvelle Bibliothèque de Thèses », volume 246, pp.700, 2025

Hennette-Vauche Stéphanie (et Antoine Vauche), *Des juges bien trop sages. Qui protège encore nos libertés ?* Seuil, pp.344, 2025,

Mulier Thibaud, *Droit constitutionnel : en plus de 80 questions-réponses*. La Documentation française, pp.180, 2025, Découverte de la vie publique

Chapitres ou articles dans des ouvrages collectifs

Champeil-Desplats Véronique, « Contributions extérieures et observations en intervention adressées au Conseil constitutionnel et corps intermédiaires », in Marie Cretin Sombardier, Claire Saunier (dir.), *Anatomie et fonctions des corps intermédiaires*, Paris, Lefèvre Dalloz, 2025 ; pp. 155-173

Eudes Marina, « La France sous les projecteurs du Conseil des droits de l'homme à l'occasion de son 4^{ème} examen périodique universel », *Annuaire*

français de droit international 2023, CNRS Editions, 2025, pp, pp. 916-924.

Eudes Marina, « L'application horizontale au sport du droit international des droits de l'homme », in *Sport et droit international*, actes du colloque de la SFDI de mai 2024, Pedone, Paris, 2025, pp. 347-356.

Hennette-Vauche Stéphanie, « L'état d'urgence : généraliser le pouvoir discrétionnaire, risquer le basculement dans l'arbitraire », in Annalisa Lendaro dir., *Le pouvoir discrétionnaire en pratique(s)*, LGDJ, 2025, Coll. Droit et Société, pp. 31-40

Hennette-Vauche Stéphanie, « De : 'nettoyer les locaux de l'administration' à 'penser en juriste le care' », in Léo Vanier, Julie Arroyo dir., *Nettoyer les locaux de l'administration. Réflexions sur le ménage de l'État et celles – et ceux – qui le font*, Paris, ed. IFDJ, p. 201-210

Namont-Dauche Corine, notice "Notaire" in *Dictionnaire de l'éthique publique*, dir. J-F. Kerléo et E. Lemaire, LexisNexis, sept. 2025.

Articles de revue

Bourdair-Mignot Camille, Gründler Tatiana (avec A.Cayol), « Ethique et droit du vivant" - A (re)penser le nouveau droit de la fin de vie : une (r)évolution majeure », *RGDM* n° 96, sep. 2025 p. 169-192

de Glinasty Jeanne (avec M.-X. Catto), *Administration et libertés* 1^{er} avril-30 juin 2025, *Chroniques de l'administration publique*

de Glinasty Jeanne, « Derrière les justifications de la législation gouvernementale, la République fantasmée », *RFDA*, n° 142, juin 2025

de Glinasty Jeanne (avec Eléonora Bottini et Claire Cuvelier) « Le référendum d'initiative

partagée : l'avenir d'une illusion ? Étude sur l'office du juge constitutionnel des initiatives référendaires », *RDP*, 2025/2

de Glinasty Jeanne, « La carence fautive dans le contentieux climatique : point d'entrée ou cache-misère du contrôle des politiques publiques ? », *Revue juridique de l'environnement*, numéro 3/2025, p. 533-542

Domina Mariia., « Comment parvenir à la durabilité dans un contexte géopolitique incertain ? Une brève analyse de l'approche du droit luxembourgeois », *Revue Lamy Droit des affaires*, n°217, sept. 2025, pp. 33-38.

Hennette-Vauchezy Stéphanie, « Les juristes contre l'Etat de droit », *Pouvoirs*, 2025, n°193, p. 49-62

Hochmann Thomas, « Le retrait de la Légion d'honneur : les affaires Franco et Sarkozy », *Pouvoirs*, n° 194, 2025, p. 127-135.

Langaney Cécile, « La réintégration au sein de l'entreprise de travail temporaire de l'intérimaire illégalement licencié à la suite de la requalification de sa relation de travail : à situation alambiquée, solution ambiguë », Note sous Cass. Soc., 27 mai 2025, n° 23-23.743, *Revue de droit du travail*, pp. 539-544.

Lochak Danièle, « L'arme contentieuse : de la défense des étrangers à la défense de l'Etat de droit », *Revue du droit public*, juin 2025, Dossier « Requérants ! », p. 24-30

Lochak Danièle, « Les sacrifiés de la politique de fermeture des frontières », *La Revue nouvelle*, n° 4/2025, p. 86-96

Maillard Ninon, "Du cochon vivant à la viande de porc en passant par la tuerie... Itinéraire d'un cochon au prisme de l'histoire du droit", *RSDA* 2025/1, Introduction du dossier thématique "Le cochon", <https://www.revue-rsda.fr/articles-rsda/7672-2025-07-25-15-20-45>.

Sid Ahmed Karim, « La publicité de l'impôt », *Revue européenne et internationale de droit fiscal* 2025, n°2, pp. 165-176.

Articles de revue en langue étrangère

Domina Mariia., « Draghi Report on the Future of European Competitiveness: Should We Rethink the Supervision of European Financial Markets? », *European Competition Law Review*, 2025, vol. 46, no. 10, pp. 419-421.

Hochmann Thomas, « Judge Yüksel's Way: Bad Faith Regimes and the Dangers of Subsidiarity », *European Human Rights Law Review*, 2025, n° 4, p. 426-446.

Agenda

Colloques, journées d'étude, séminaires

Lundi 15 septembre 2025

Le CTAD organise le colloque de [clôture de l'ANR CRISP](#), de 13h à 18h30, à Sorbonne Université – Campus des Cordeliers (amphithéâtre Bilsky-Pasquier).

Mardi 23 septembre 2025

Le CRDP organise une conférence sur la **Théorie économique des contrats**

Jeudi 25 septembre

Le CDPC organise une conférence inaugurale des masters de droit pénal et du CDPC. Yves Cartuyvels présentera « **Les évolutions de la pensée pénale** », Amphi Weber, 17h

Jeudi 25 septembre

Le CTAD reçoit Mathias Möschel (Central European University) pour son ouvrage intitulé « [Ex-ministers as constitutional judges](#) » (Oxford University Press, 2025), de 10h30 à 12h30 en salle F352

Vendredi 26 septembre

Le CEDCACE organise un colloque « **Rencontres du droit de la consommation** » de 9h à 18h en grand'chambre de la Cour de cassation

Mercredi 1 octobre

Le CRDP poursuit son cycle de conférences sur l'emploi public avec une rencontre autour de : **Non-occupation de l'emploi, quelles réalités ?** de 10h à 11h30 en salle 352 (bat S. Veil)

Jeudi 2 octobre 2025

La **nuît du Droit** organisée par l'UFR de Droit

Jeudi 2 octobre

Le CDPC organise une conférence de Yves Cartuyvels sur « **La justice restauratrice** » à 14h30, salle 352, Bat S.Veil

Lundi 6 octobre

Le CEDIN et le CEDCACE organise un cycle de conférence sur « Regards croisés sur les évolutions du Droit français de l'arbitrage ». La conférence inaugurale portera sur « **Conditions et effets de la convention d'arbitrage** », Bat Weber, Amphi W, 17h

Mardi 7 octobre 2025

Dans le cadre du cycle de conférence sur « La CEDH et le Human Rights Act : 75 ans de droits fondamentaux au Royaume-Uni » organisé par le CEJEC, le CREA en partenariat avec l'Université Saint Etienne, la 4e conférence portera sur « **L'évolution des droits sociaux au Royaume-Uni, sous l'influence de la CEDH** », Université Paris Nanterre, 17h, en ligne

Vendredi 10 octobre

Colloque du CEDCADE co-organisé avec Paris 2 et l'Université du Mans : Solus et Perrot

Vendredi 10 octobre

L'IRERP organise une présentation et discussion autour de l'ouvrage de T. Angeletti et de V.A. Chappe, **Les modes de présence au droit**

Mardi 14 octobre 2025

Le CDPC organise une conférence de Yves Cartuyvels sur « **Question de méthode :**

l'interdisciplinarité dans les travaux de sciences criminelles » à 13h en salle 417

Jeudi 16 octobre 2025

Colloque de l'Association française de Droit pénal (AFDP)

Jeudi 16 octobre 2025

Dans le cadre du séminaire de l'équipe ThéorHis, Le CTAD reçoit Alberto Puppò (Professeur à l'Institut Tecnológico Autonomo de Mexico pour une intervention sur **État de droit et justice sociale**, à 10h30 en salle 352 (bat. Veil)

Mercredi 5 novembre

Journée d'étude Patrick Daillier organisé par le CEDIN sur « **L'union européenne confrontée à des menaces existentielles** »

Mercredi 5 novembre

Table ronde organisée par l'IRERP avec le CDP sur **les accidents du travail mortels**

Jeudi 6 novembre

Dans le cadre du cycle de conférences organisés par le CEDIN et le CEDCACE sur « Regards croisés sur les évolutions du Droit français de l'arbitrage », la 2^e conférence portera sur « **Les principes applicables à la procédure arbitrale** » Pinsent Mason, 35 Bd des Capucines, 75002 Paris à 17h30

Vendredi 14 novembre

Colloque organisé par le CEDCACE en collaboration avec Paris 1 sur « **La déontologie et la discipline des officiers ministériels** »

Mercredi 19 novembre 2025

Dans le cadre du cycle de conférence sur « La CEDH et le Human Rights Act : 75 ans de droits fondamentaux au Royaume-Uni » organisé par le CEJEC, le CREA en partenariat avec l'Université Saint Etienne, la 5e conférence

portera sur « **Quelles perspectives pour la CEDH au Royaume-Uni ?** »

Mercredi 19 novembre 2025

Le CRDP poursuit son cycle de conférences sur **l'emploi public**. La rencontre portera sur « Attractivité des recrutements dans la fonction publique : devenir fonctionnaire »

Jeudi 20 novembre 2025

Le CDPC organise une conférence sur « **La routinisation des MICAS** », à 17h, en salle 417.

Jeudi 20 novembre 2025

Le CTAD reçoit Rachel Pougnet ((Senior Researcher au Max Planck Institute for the Study of Crime, Security and Law), pour son ouvrage : [Privation de citoyenneté et État de droit : la politique de \(dé\)appartenance](#), de 10h30 à 12h30 en salle F141 (Bât Veil)

Jeudi 27 et vendredi 28 novembre 2025

Colloque sur **la souveraineté** organisé par le CRDP

Jeudi 27 novembre

Table ronde organisée par le CHAD autour du documentaire de C. Delage, **De Hollywood à Nuremberg**, projection du documentaire dans l'amphi Guy Carcassonne à partir de 13h 30

Vendredi 28 novembre 2025

Le Credof et l'IRERP organise une discussion autour de l'ouvrage de Marie Mercat-Bruns sur « **Droit de la non-discrimination : de l'égalité à l'inclusion** »

Jeudi 4 et vendredi 5 décembre

Colloque **Mille ans de relations franco-norvégiennes. Contacts culturels et transferts juridiques** organisé par le CHAD, le CTAD et les universités d'Oslo et de Bergen

Mercredi 10 décembre 2025

Colloque **Contrats publics et données** organisé par le CRDP

Mercredi 10 décembre 2025

Colloque organisé par l'IRERP sur **Actualité de la démocratie sociale (commémoration des 50 ans de la sécurité sociale)**

Lundi 15 décembre

Colloque organisé par le CEDCACE en partenariat avec la Chaire du droit de la consommation, à l'occasion de la remise du rapport relatif à **l'obligation de réparation, enjeux autour de la transposition de la directive du 13 juin 2024 sur la réparation des biens.**

Lundi 15 décembre

Leçon de clôture de Jean-Louis Halpérin organisée par le CTAD, à 16h, 48 bld Jourdan Paris 14^e, Amphi Daniel Cohen.

Mardi 16 décembre 2025

Dans le cadre du cycle de conférences organisés par le CEDIN et le CEDCACE sur « Regards croisés sur les évolutions du Droit français de l'arbitrage », la 3^e conférence portera sur **« Juge d'appui et questions connexes »**, Gide Loyrette Nouel, 15 rue de Laborde, 75008 Paris, à 17h00

Jeudi 18 décembre 2025

Séminaire doctoral du CDPC, 13h-16h, en salle 417

Mardi 13 janvier 2026

Colloque sur [les libertés associatives](#) organisé par le CTAD - équipe CREDOF-, 9h-17h, Salle des conférences du bâtiment Formation Continue

Vendredi 16 janvier 2026

L'IRERP organise **Les assises du travail.**

Jeudi 5 février 2026

Le CTAD reçoit Marwan Mohammed (Chargé de recherche CNRS, Centre Maurice Halbwachs) pour son ouvrage : [Stratification sociale et pénale des espaces criminels](#), de 10h30 à 12h30 en salle F352

Jeudi 19 mars 2026

Le CTAD reçoit Nadia Belaïdi pour une intervention sur « [Ce que le terrain fait au droit](#) ». [L'anthropologie du droit de l'environnement, outil d'analyse des phénomènes sociaux en Afrique du Sud.](#), de 10h30-12h30 en salle Marcel RONCAYOLO (R2-05) du Site Jourdan de l'ENS.

Jeudi 21 mai 2026

Journée des doctorant·e·s du CTAD sur le thème : **la domination en droit**

Pour contacter La FiND

Gilduin Davy, directeur
gdavy@parisnanterre.fr

Carine Benayoun, responsable administrative
carine.benayoun@parisnanterre.fr

Université Paris Nanterre, Bât. S.Veil, Bureau 522
200 avenue de la République 92001 Nanterre Cedex
Tel : 01 40 97 78 16